

# Le charme discret des lobbyistes

***La régulation du secteur bancaire, tout le monde y pense... et pourtant peu de choses bougent ! Pourquoi ? Peut-être parce que certains lobbies s'y opposent farouchement et s'arment de moyens humains et financiers conséquents pour parvenir à leurs fins. Car dans ce domaine aussi, les couloirs du Parlement européen se remplissent chaque jour d'individus pour lesquels l'intérêt général n'est pas vraiment une priorité.***

Au lendemain de la crise de 2008, de nombreuses voix se sont fait entendre pour clamer la nécessité d'une régulation forte des systèmes bancaires et financiers. Non seulement il était évident qu'il fallait mettre en place des garde-fous pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, mais il semblait tout aussi nécessaire de faire contribuer financièrement les secteurs incriminés qu'il avait fallu sauver à grands frais. On le revendiquait haut et fort : les Etats ne paieraient pas seuls la facture du sauvetage des institutions bancaires. Citoyens et élus politiques parlaient alors d'une même voix. Les banques elles-mêmes marquaient un accord de principe sur l'élaboration de nouvelles réglementations. Dans les faits, les choses avancent pourtant très lentement...

## **La finance, ce monde incompréhensible**

Les activités des secteurs bancaires et financiers sont multiples... et parfois obscures. Les banques gèrent

l'argent qu'elles ont en dépôt, investissent dans des actions et produits financiers divers, accordent des crédits, proposent des assurances. Elles font partie de ce qu'on appelle le secteur financier qui, plus largement, compte aussi des sociétés d'assurance, de courtage ou encore des fonds d'investissement. Les sommes d'argent qui transitent par ces institutions sont faramineuses et les flux continus.

Théoriquement, la finance se doit d'être au service de la société dans son ensemble, des particuliers aux plus grandes entreprises en passant par les PME. Malheureusement, c'est bien souvent la recherche du gain et l'augmentation des parts bénéficiaires qui priment, au détriment de l'économie réelle, de l'éthique et de la responsabilité sociale. Les banques de dépôt n'hésitent pas à investir l'argent des épargnants dans des produits divers et parfois dangereux, les fonds d'investissement privilégient les placements à court terme, risqués et malgré tout très rentables sans se soucier des conséquences de ceux-ci, les assurances privées cherchent à augmenter leurs parts de marché à tout prix au détriment des mécanismes de solidarité mis en place par les Etats (*voir encadré sur les pensions de retraite*). Produits toxiques, trading haute fréquence, spéculation, fonds vautours, fuite vers les paradis fiscaux... des pratiques qui, dans les faits, déstabilisent l'économie réelle et ne profitent qu'aux investisseurs les plus riches et les mieux conseillés.

Pour le plus grand nombre d'entre nous, l'univers de la finance reste largement incompréhensible. Quoi de plus normal d'ailleurs quand le secteur reste aux mains d'experts et de techniciens qui tentent de confisquer toute prise de position sur le sujet, sous prétexte que les données sont trop complexes. Complexe, la réalité des domaines financiers l'est





effectivement. Mais c'est avant tout le manque de transparence des activités des institutions bancaires et financières qui empêche la société civile dans son ensemble de se saisir de ces questions. En matière de lobbying, le secteur financier a donc la voie libre pour se faire entendre.

### **Des lobbyistes à foison !**

Lorsque les parlementaires européens prévoient à leur agenda d'évoquer une éventuelle régulation des secteurs bancaires et financiers, aussitôt les téléphones chauffent, les e-mails se multiplient, les rendez-vous se prennent, les rencontres s'organisent. C'est que les lobbyistes qui travaillent sur les questions financières ne sont pas dépourvus de moyens. Selon le Corporate Europe Observatory (CEO), on ne dénombre pas moins de 700 organisations de lobbying employant 1.700 travailleurs pour un budget d'environ 120 millions d'euros par an ! Des chiffres qui montrent toute l'importance qu'accorde le secteur financier au suivi rapproché des dossiers qui se trouvent sur la table du Parlement européen.

Bien plus qu'un suivi, il s'agit en réalité d'une énorme entreprise d'influence auprès des décideurs politiques sur des questions très précises. Un lobbying qui semble porter ses fruits puisque les recommandations faites par les représentants des banques, assurances et autres institutions financières trouvent largement écho auprès de certains eurocrates. Un exemple ? Une directive récente sur les fonds d'investissement a été corrigée par 1.700 amendements dont 900 ont été directement rédigés par des lobbyistes, transmis aux parlementaires, et repris tels quels par ceux-ci... De quoi amener le citoyen à se demander si, avec de telles influences, les députés européens sont encore en capacité de représenter réellement ceux qui les ont élus.

La très grande proximité entre les experts financiers et les commissaires européens pose également question. D'autant plus lorsqu'on sait que les allers-retours sont fréquents entre des postes de travail au service de grandes entreprises et des fonctions politiques au sein des instances européennes. La plateforme Alter-EU, qui lutte activement pour la transparence en matière de lobbying, critique vivement ce système dit « des portes tournantes ». Le CEO tente, pour sa part, de dresser une liste de commissaires ou de parlementaires européens qui soit cumulent fonction politique et mandat d'administrateur dans une importante entreprise, banque ou institution financière privée, soit passent successivement de l'une à l'autre de ces fonctions.

### **Et la société civile ?**

Dans ce domaine, peut-être encore plus que dans d'autres, le rapport de force entre le secteur financier et les représentants de la société civile est déséquilibré. Non seulement au niveau des moyens humains et financiers, mais aussi au niveau de la crédibilité qu'on leur accorde, le secteur financier mettant tout en œuvre pour que le propos se cantonne au cercle des experts... les leurs bien sûr !

Dans son rapport publié en avril 2014, le CEO constate que, si 700 organisations de lobbying sont au service de la finance, seulement 150 organisations non gouvernementales, syndicats et organisations de consommateurs et 200 institutions publiques réalisent un travail de pression sur le politique au service de l'intérêt général. Le secteur financier comptabilise plus de 2.000 rencontres par an avec les institutions européennes, tandis que l'ensemble des organismes issus de la société civile dépassent à peine les 500 rencontres annuelles. Quant au budget ►

- ▶ alloué aux pratiques de lobbying, les 4 millions d'euros dépensés par les ONG, syndicats et associations de consommateurs font pâle figure face aux 120 millions d'euros dépensés sur une même période par le monde de la finance. On vous laissera juger de l'égalité du rapport de force...

Si les experts du secteur privé tiennent toujours la première place dans le registre d'influence, il semble néanmoins que le vent tourne légèrement. Aux côtés des associations de citoyens, plusieurs chercheurs universitaires et experts issus du privé, interpellés par les pratiques du secteur, ont voulu mettre leurs connaissances au service de l'intérêt général en vulgarisant la matière pour la rendre accessible à tous et en travaillant de manière très précise sur des propositions de textes législatifs. Des voix que la commission se doit aujourd'hui d'entendre.

Par ailleurs, certains députés européens, inquiets du nombre de demandes de rendez-vous qu'ils recevaient de la part des lobbyistes, ont souhaité agir. A l'été 2010, un groupe constitué de 22 parlementaires de différents bords politiques s'est dit *préoccupé par le déséquilibre entre la représentation des intérêts de le secteur financier et ceux du reste de la société, soulignant que ceci constituait un risque pour le processus démocratique : les propositions réglementaires portant la marque de l'intervention du lobby financier tout au*

*long du processus législatif.* Ils lancent alors un appel qui sera signé par plus de 200 représentants élus et étudient la possibilité de créer une structure indépendante qui représenterait les voix de la société civile dans le débat sur la réforme du secteur financier. C'est ainsi que naît, en avril 2011, l'association Finance Watch qui suit aujourd'hui de très près les travaux du Parlement européen sur les questions financières, *analyse les propositions législatives et produit des prises de position qui sont ensuite communiquées aux décideurs politiques et au grand public.*

Le combat de David contre Goliath ? Sans doute, mais il semble tout de même que la société civile arrive peu à peu à se faire entendre sur des enjeux importants. En janvier 2014, une directive sur les marchés d'instruments financiers a tenu compte de plusieurs recommandations de Finance Watch, notamment sur des questions de limitation du trading à haute fréquence ainsi que sur la spéculation liée aux matières premières. Pour l'association, *le succès de cette mesure dépendra de ce qui va se passer par la suite, mais le seul fait que nous puissions aujourd'hui en discuter montre que lorsque la société civile s'exprime d'une voie unie, nous pouvons pas à pas améliorer la réglementation financière de l'Union européenne. Bien que de tels développements soient encore fragiles, il y a deux ans, nous ne nous attendions pas à pouvoir aller si loin.*

## Quand les retraites deviennent rentables : assurances privées et lobbies financiers à l'assaut de la sécurité sociale.

Le travail des lobbyistes du secteur financier ne se limite pas uniquement à contrer les volontés de régulation des pouvoirs politiques, il s'attelle également à l'accroissement des parts de marché et à la création de nouvelles marges bénéficiaires. Et s'il est un domaine dans lequel la finance, et particulièrement les compagnies d'assurance privées, rêve de s'immiscer, c'est bien celui de la sécurité sociale. Dans le cas des pensions de retraite, il existe au niveau européen un grand nombre d'organismes actifs en la matière et qui tentent de *convaincre les instances européennes à regarder les retraites sous l'angle du marché.* Le Comité européen des assurances (CEA), l'Association européenne des régimes de retraite complémentaires (EFRP), la Fédération européenne des fonds et sociétés d'investissement ne sont que quelques noms parmi ces lobbyistes ultra-influents. Leur travail ? Amener la Commission européenne à *mettre en place un cadre juridique qui favorise les dispositifs de retraite par capitalisation proposés par le marché.* Leurs arguments ? Les pensions coûtent trop cher aux Etats, les actifs sont de moins en moins nombreux pour financer de plus en plus de pensionnés, les générations futures ne pourront en porter seules le poids... Des arguments qui finissent par passer pour des évidences aux yeux de tous, comme quoi l'acharnement et les moyens déployés par le secteur ne sont pas investis inutilement.

Face à ce déploiement, ONG, syndicats et associations continuent de défendre avec conviction notre système de sécurité sociale. Parce qu'il est le plus à même de permettre à chacun de profiter, tout au long de la vie, d'une protection et d'une sécurité d'existence conformes à la dignité humaine et que c'est au refinancement de celle-ci plutôt qu'à son détricotage que les politiques doivent s'atteler.

Pour l'association Vivre Ensemble, *la question des retraites est un très bon exemple de la lutte qui se joue pour conquérir les instances démocratiques et orienter la politique des Etats et les esprits, tant des politiques que des citoyens. Dans ce cadre, la question du poids des lobbies est en fin de compte celle d'une cession du pouvoir par les politiques au profit des plus riches.*